

Conjoncture (IV) : Les verrous à faire sauter pour relancer la confiance

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 30 août 2002

La croissance économique ne dépassera pas 1,3 pour cent en 2002. Ceci entraînera des tensions du côté de l'emploi, mais aussi des comptes de l'État. Comment donc relancer la confiance ?

On sait que les conclusions de l'audit sur les Finances publiques, remis au Premier ministre, n'étaient pas bonnes mais attendues... du moins du côté des recettes, avec un manque à percevoir de 7 milliards d'euros en 2002.

En revanche, nul n'imaginait à quel point les dépenses avaient été sous-estimées, à hauteur de 7 milliards d'euros en net ! Ce dérapage est largement lié aux dépenses sociales dans le budget de l'État, dernier garant des mécaniques infernales mises en marche ces dernières années (35 heures, CMU, RMI...). On a toujours redouté l'installation de tels "tuyaux" entre la Sécurité sociale et le budget de l'État : maintenant, c'est fait ! Ce brouillage organisé des finances sociales porte atteinte autant à la démocratie et au paritarisme qu'aux principes d'une saine gestion des deniers publics...

En définitive, le déficit de l'État, initialement prévu à 30 milliards d'euros (2,4 pour cent du PIB), atteindra 43,5 milliards d'euros (3,2 pour cent du PIB). Compte tenu de l'excédent attendu du côté des collectivités locales, le déficit de l'ensemble des administrations — celui que scrute la Banque centrale européenne — ne sera pas de 1,4 mais de 2,6 pour cent du PIB. On ne saurait prendre son parti d'une situation moins bonne que lors du cycle précédent au début des années 90, malgré des taux d'intérêt beaucoup plus bas (donc une charge de la dette publique moins lourde), des investissements publics inférieurs de 20 pour cent, et des dépenses militaires en contraction. Cherchez l'erreur !

Les conséquences de cette situation ne sont pas étrangères aux difficultés de la reprise à s'installer. Mais aussi – et surtout — au nouvel affaiblissement de l'attractivité de la France en 2001, que vient de mettre en évidence la dernière enquête le cabinet Ernst et Young. Que dit-elle ? Que 43 pour cent des investisseurs américains envisagent de délocaliser tout ou partie de leurs actifs en France, que moins d'une entreprise étrangère sur deux installées sur notre sol prévoient de s'y développer ou d'implanter de nouvelles activités, que 2 sur 3 ne pensent pas que la situation va s'améliorer dans les 3 années à venir. Depuis cette enquête, des éléments nouveaux sont intervenus, nourrissant de l'espoir. Défi considérable pour le nouveau gouvernement qui ne saurait tout faire tout de suite, mais qui doit donner très vite des signes forts à ceux qui travaillent, créent les richesses, innovent, investissent, épargnent... Et l'on connaît les verrous à lever pour débrider la machine : la pression fiscale, le coût du travail non qualifié, le manque de souplesse dans la gestion et l'organisation du travail. Autrement dit, il faut traiter vite et bien la réforme du SMIC, la baisse des impôts et des charges, l'assouplissement de la loi sur les 35 heures...

Alors, la confiance reviendra, et la France retrouvera l'attractivité correspondant à son poids économique : peut-on se satisfaire que le montant des implantations étrangères en France, rapporté au PIB, ait été en 2001 trois fois inférieur à celui de l'Irlande, deux fois inférieur à celui de la Belgique ou de la Suède, près de 30 pour cent inférieur à celui du Royaume-Uni ou de l'Espagne ? Car la France a des atouts incomparables connus et reconnus partout. Il suffit rappeler sa position géographique en Europe, un potentiel de recherche le meilleur du monde, la qualité de sa main d'œuvre, de son tissu de PME, de son management ou de ses infrastructures, une énergie fiable et bon marché...

Finalement, il ne faudrait pas grand chose pour qu'il fasse bon produire en France, comme il y fait bon vivre !